

CONTRE L'AUSTÉRITÉ, LA GUERRE ET LA MILITARISATION **POUR UNE ÉCOLE ÉMANCIPATRICE**



EDITO

Le gouvernement Bayrou-Macron a décidé de frapper très fort. Pour faire face à une dette artificiellement créée - après avoir gavé le grand capital d'argent public et volé les cotisations - son objectif est désormais clair : faire payer l'ensemble des travailleurs.

Suppression de deux jours fériés travaillés gratuitement, éventuellement d'une cinquième semaine de congés payés, déremboursement des frais médicaux, casse de l'assurance chômage... il n'y a plus de limites. Du côté des budgets publics, la saignée est sans précédent : 44 milliards d'euros de coupes sont annoncés dans la santé, l'éducation, les services publics et territoriaux... Alors que dans le même temps les budgets pour l'armée et la guerre explosent, tout comme les dividendes des actionnaires.

L'attaque contre les travailleurs est frontale.

Pour nous, c'est une nouvelle dégradation de grande ampleur de nos conditions de vie et de travail.

Mais peu importe pour la classe dirigeante : il s'agit de faire payer ceux «qui n'ont rien ou peu», pour offrir des cadeaux à ceux qui ont déjà tout. Les cadeaux aux entreprises continuent, les exonérations fiscales aussi... Tout cela pour la modique somme de 207 milliards d'euros par an !

Toutes ces mesures vont à l'encontre de nos intérêts. Le gaspillage colossal d'argent public englouti dans le budget de l'armée pourrait servir à ouvrir des classes, construire des hôpitaux, augmenter nos salaires et ceux de l'ensemble des travailleurs. Mais le véritable projet de nos gouver-

nants est de nous pressuriser et de nous mettre au pas.

Construire une riposte globale et unitaire

Nous n'avons aucun intérêt commun avec ce gouvernement, aucun intérêt commun avec ceux qui cherchent à nous diviser par leur racisme et voudraient nous faire croire qu'un immigré serait notre ennemi, tandis qu'un Bolloré serait notre ami. Ces attaques sont aussi globales : la loi Duplomb en est un exemple concernant l'environnement et la santé publique.

Dans ce contexte, une journée de blocage est annoncée le 10 septembre. Elle met à l'honneur l'idée d'arrêter l'économie pour riposter. En tant qu'organisation syndicale, nous pensons que nous devons nous saisir de cette date dans toutes les écoles, dans tous les établissements et services, comme dans tous les secteurs. En haut ils en veulent plus, en bas on ne veut plus : alors rentrons dans l'action !

En grève le 10 septembre, et après ?

Nous devons riposter vite et fort contre ces attaques. Pour cela, il n'y a qu'une solution : la grève et les assemblées générales. Mettons-nous en grève le 10 septembre et invitons tous les secteurs à se réunir pour discuter de la nécessité de riposter ensemble.

Établisons un plan de bataille pour que cette grève ne soit qu'un début.

NOS MÉTIERS & NOS ÉLÈVES

L'austérité c'est quoi ?

Déjà ce n'est pas nous qui l'avons décidée ni contractée... Elle repose largement sur le fait qu'il y a chaque année près de 221 milliards de cadeaux au patronat et aux actionnaires sous forme « d'exonérations » de cotisations sociales (=vol direct d'une part de nos salaires !) et d'exonérations fiscales. C'est 2,5 fois le budget de l'Éducation nationale, 11 fois celui de la Santé ! Si cela s'arrêtait simplement là, il suffirait de 15 ans pour la rembourser leur dette si tel était vraiment l'objectif. Ensuite, si on considère le cynisme de l'engraissement d'un système bancaire international très lucratif pour ses actionnaires depuis des décennies de mécanisme de financiarisation de l'endettement des États.

Et puis une dette, ça s'annule ! L'Histoire est pleine de ces annulations, et pas seulement celle de la Russie soviétique en 1917, celle de la Pologne par le traité de Versailles, celle de l'Allemagne capitaliste à l'égard de la Grèce en 1953, anéantie par la période nazie, etc.

Pour le gouvernement de la bourgeoisie, en réalité rembourser la dette n'est donc pas un objectif.

Cela donne un prétexte qui permet de maximiser le taux de profits de la bourgeoisie. À chaque fois, cette « dette » ne pèse que sur les travailleuses et travailleurs : salaires gelés, coupes dans les services publics, augmentation de l'âge de départ à la retraite et affaiblissement de notre Sécu, privatisation de nombreux secteurs, suppressions de postes... Par contre, il n'y a pas de limite quand il s'agit de sauver des banques, d'offrir à Bouygues, LVMH et tous les autres des exonérations fiscales sans précédents.

Il n'y a pas de limites non plus aux dépenses pour la répression, la guerre ni même les frais des membres du gouvernement.

AU COLLÈGE

Des moyens en baisse, des classes qui explosent et une réforme unanimement jugée inégalitaire qui est maintenue au collège!

Malgré ses conséquences néfastes pour les élèves comme pour les personnels de l'Éducation nationale, le dangereux « Choc des savoirs » voulu par Gabriel Attal sera reconduit à la rentrée 2025.

Le rapport de l'Inspection Générale de l'Éducation nationale remis en juin 2025 ne fait que confirmer les craintes exprimées par les personnels éducatifs et les familles, massivement mobilisés contre cette réforme en 2024.

Nous avons pourtant alerté sur les risques d'un tel dispositif, mais, une fois de plus, notre parole est restée lettre morte.

Sans surprise, ces groupes n'apportent aucun bénéfice pour les élèves les plus en difficulté. Au contraire, ils renforcent le tri social en accroissant les écarts de niveaux entre les élèves. Les enfants dits les plus fragiles se retrouvent stigmatisés, ce qui affecte leur confiance en eux. Enfin, les personnels, quant à eux, font face à une surcharge de travail aussi lourde qu'inefficace, voire absurde parfois.

Néanmoins, cette réforme aura permis de mettre en lumière l'efficacité d'une mesure que nous défendons depuis des années : dans les établissements ayant détourné le dispositif pour organiser des groupes hétérogènes à effectifs réduits, les conditions d'apprentissage se sont nettement améliorées permettant aux enseignants de se rendre plus disponibles pour chaque enfant.

Nous réitérons donc notre exigence : le retrait immédiat de cette réforme et la mise en place de groupes hétérogènes à effectif réduit dans toutes les disciplines.

EN LYCÉE PRO

Il n'est pas exagéré de dire que le parcours Y fut une véritable catastrophe. Nous l'avons dénoncé, les faits nous ont donné raison. Intégré à la réforme Macron de la voie pro, ce dispositif proposait aux élèves, en fin de terminale, un choix entre un stage rémunéré (600 € pour 6 semaines) ou des modules de renforcement pour la poursuite d'études.

Ce scandale ne doit pas se reproduire. Il a d'abord entraîné une perte de formation pour des élèves privés de 6 semaines de cours. L'entreprise n'est pas un lieu de formation : peu de structures peuvent réellement accompagner les élèves, leur permettre de progresser, de répéter les gestes encore et encore.

Ce dispositif a aussi désorganisé les établissements. La tenue des épreuves ponctuelles du bac en mai a souvent conduit à la suppression de cours pendant deux semaines ou à des emplois du temps éclatés. Résultat : temps de formation encore réduit, CCF de CAP relégués, absentéisme aggravé.

Enfin, le parcours Y a porté un coup au sens même de notre travail. Enseigner à un ou deux élèves perdus, sans objectif clair, mine notre métier et vide la formation professionnelle de sa substance. Les personnels comme les élèves ont le sentiment qu'on se moque d'eux.

Des chef-fes d'établissement et des inspecteurs-trices ont eux-mêmes reconnu l'inanité du dispositif. Il est temps de le dire haut et fort. Refusons de participer à cette mascarade et construisons collectivement une formation professionnelle digne, cohérente et émancipatrice.

FACE À L'AUSTÉRITÉ

1ER DEGRÉ & INCLUSION

**Un premier degré sous haute tension, mais pas sans avenir !
Reprenons la main sur nos métiers pour réhumaniser le monde !**

Aborder la rentrée 2025 dans le premier degré – enseignant·e ou AESH – c'est d'abord digérer une année marquée par une dégradation massive des conditions de travail. La maltraitance institutionnelle, assumée par une hiérarchie, simple courroie de transmission managériale, s'est installée comme norme.

Ce qui se joue dans notre école aujourd'hui relève d'un néolibéralisme offensif et sournois : tri social dès la maternelle via le « Choc des savoirs », réduction des apprentissages à des micro-compétences exécutives, recours aux neurosciences instrumentalisées pour assigner chaque enfant à sa place, à son trouble, à sa classe sociale. Pour les professionnel·les, c'est l'injonction à des recettes didactiques absurdes, à des dispositifs infantilisants, toujours plus éloignés du sens réel du métier.

La violence managériale, fondée sur la culpabilisation individuelle et le contrôle normatif, isole et fragilise. Quand on n'a pas de collectif, de syndicat, de groupe de recherche-action, difficile d'y résister. Cette perte de sens a pour conséquence une vague inédite de démissions .

Face aux tabous et totems imposés par le ministère sur le sens, les seules revendications qui émergent - bien légitimes aussi- concernent le salaire, la pénurie humaine, la désorganisation des services.

Tout cela s'inscrit dans une logique d'austérité continue (Sarkozy-Hollande-Macron) qui sacrifie les services publics, la Sécurité sociale, l'école, et l'avenir. Le premier degré en est une cible majeure, comme en témoigne la situation de l'inclusion dans le Val-d'Oise : des milliers d'enfants en situation de handicap voient leur accompagnement réduit à 6 heures hebdomadaires ; 1000 enfants notifiés sans AESH ; 600 enfants relevant d'un IME maintenus en école ordinaire ; des délais d'instruction MdpH allongés de 4 mois en 2 ans ; et au niveau national 4000 classes supprimées.

La légère baisse démographique aurait pu être l'occasion d'améliorer les conditions d'accueil et de travail. Mais la logique comptable l'emporte. Or, notre métier n'est humainement viable pour les enfants comme pour les adultes, qu'avec des effectifs réduits et des moyens réels. L'inclusion de qualité, la justice éducative et sociale nécessitent des conditions structurelles. Les capitalistes séparatistes, eux, envoient leurs enfants dans le privé. Qu'on commence donc par couper les fonds publics à ce secteur ! Nous devons penser l'action ici et maintenant en fonction de demain. Améliorer les conditions de travail, les salaires, les moyens, oui, mais au service d'un projet d'école émancipateur. Une école qui fonde une société démocratique, vivante, réhumanisée.

Il est urgent de continuer à porter un regard révolutionnaire sur l'enfant, en le considérant comme sujet à part entière. L'école ne peut rester une fabrique d'objets à calibrer, enfants, familles comme éducateurs. Ce respect du développement de l'enfant est notre boussole. Il nous faut briser les murs du morcellement, refonder une alliance entre éducateurs, enfants, familles, soignants, au service de l'enfance.

Nous n'avons pas à tout réinventer : les savoirs issus de notre action, de notre histoire pédagogique et sociale, de nos pratiques et de nos théories existent. Partageons-les, imposons-les dans des espaces libres, hors menace. Ensemble, nous pouvons dynamiser le fatalisme et le désespoir. L'avenir reste entre nos mains.



EN LYCÉE GÉNÉRALE & TECHNO

Les lycées craquent, les bâtiments explosent, les classes débordent. Encore une affaire de chiffres.

Mais les chiffres révèlent une réalité peu reluisante, et surtout contraire à une école de l'émancipation telle que nous la pensons et la travaillons au quotidien dans notre syndicat et sur nos lieux d'exercice. Il n'est résolument pas possible d'installer des conditions de travail décentes et en sécurité pour les personnels comme pour les élèves.

C'est un point crucial de notre activité syndicale, sur lequel nous ne devons pas baisser la garde. L'inflation exponentielle des effectifs (36 élèves par classe est devenu une norme), le manque de personnels (AESH, enseignant.es, personnels de vie scolaire, Psy-EN, personnels médico-sociaux, etc), le vide sidéral de toute considération de la santé des personnels, le degré de délabrement du bâti, le manque criant de matériel de 1ère nécessité (tables, chaises, informatique...), et la liste n'est pas close, tout cela met en danger physique, psychique, l'ensemble de la communauté éducative.

Si la Région a largement sa part dans tout ce qui concerne le bâti, le ministère de l'Education Nationale et ses antennes rectorales (ou départementales) sont responsables de cette explosion tous azimuts et doivent systématiquement être rappelés à cette responsabilité.

FACE À LA GUERRE

En cette rentrée 2025, nos écoles et établissements manquent cruellement de moyens. Classes surchargées, manque de remplaçant·es, locaux délabrés, salaires insuffisants pour faire face à la vie chère : la situation est alarmante.

Et pourtant, le gouvernement prépare une nouvelle saignée sociale:

- 43,8 milliards d'euros de coupes budgétaires en 2026,
- Tandis que le budget de la « défense » grimpe à 64 milliards en 2027, soit le double d'il y a dix ans !

Avec 64 milliards, on pourrait transformer l'Éducation nationale pour redonner du sens à nos métiers :

Créer 1 160 000 postes d'enseignant·es sur un an, ou 100 000 postes pérennes sur 11 ans.

Rénover 5 000 à 10 000 établissements scolaires, ou en construire 4 000.

Créer 2,9 millions de postes d'AESH, ou pérenniser et revaloriser ces métiers.

Accorder une hausse de 10 % des salaires pour tous les personnels pendant 10 ans.

Tout cela est un choix politique.

Ce n'est pas un manque d'argent, mais une orientation assumée vers la militarisation au service de la classe dominante qui a besoin de la repression et de la guerre pour maintenir et accroître son taux de profit.

Lutter pour des moyens à la hauteur de nos besoins, c'est se battre contre l'austérité, contre la guerre, et pour un avenir émancipateur.

ENSEMBLE, IMPOSONS UN AUTRE BUDGET : CELUI DE L'ÉCOLE, PAS DES CANONS !



**RECENSER LES PROBLÈMES
POUR RIPOSTER TOUTES &
TOUS ENSEMBLE.**

← **REMPLEISSEZ LE
QUESTIONNAIRE DE RENTRÉE**



QUI SOMMES NOUS ?

AESH, contractuel·les, enseignant·es titulaires ou stagiaires, AED, personnels administratifs, sociaux et de santé, notre syndicat est là pour tous les personnels, il est constitué de tous ces personnels, il travaille sur les problématiques propres à chacun de ces personnels, afin de les accompagner dans leurs démarches, les soutenir face à une hiérarchie de plus en plus toxique dans son management, leur donner confiance dans l'action collective. La diversité de constitution du syndicat, tant dans sa direction que dans ses adhérent·es, est sa richesse et lui permet de lutter de façon éclairée et pragmatique sur tous les fronts de lutte propres à nos professions. Accompagnement d'équipes mises à mal par leurs chef·fes, soutien aux collègues contractuel·les et stagiaires, action juridique en faveur des droits des AESH, actions en faveur d'une inclusion de qualité, ne sont que des exemples du quotidien de notre syndicat, qui lutte avec détermination et conviction pour que les droits et la dignité de chacun·e soient entendus et respectés.

Mais l'action de notre syndicat ne saurait se réduire à cet unique volet de l'accompagnement des personnels. En effet, la « double besogne » à laquelle nous nous sommes assigné·es impose que chacun des actes posés dans notre cadre syndical et professionnel le soit dans la perspective d'un changement radical de la société. Lutter pour une société émancipée et émancipatrice pour toutes

SYNDIQUEZ-VOUS

et tous, dénoncer et se débarrasser de toute forme de domination capitaliste, impérialiste, patriarcale, cisgenre, validiste, mais aussi domination de l'humain sur la nature, sont des enjeux qui nous rassemblent toutes et tous à la CGT Educ.

Défendre et protéger nos conquies sociaux (retraites, santé, sécurité dans le travail...), défendre et protéger nos droits à un environnement préservé, défendre et protéger toute personne opprimée, toute personne porteuse de handicap, sont des réalités quotidiennes qui arment notre lutte. Nous mettons l'organisation collective au centre de notre activité syndicale, que cela soit à l'échelle d'un établissement, d'une école, d'un bassin ou du département, en favorisant les regroupements en assemblées générales. Dans ce sens, nous défendons que face aux attaques nous devons construire une riposte d'ensemble des travailleur·ses de l'éducation nationale mais aussi de tous les secteurs. Notre arme principale est celle de l'arrêt du travail, de la grève, des piquets et des manifestations. Nous envisageons la grève générale comme moyen de mettre un coup d'arrêt aux politiques de la bourgeoisie et comme possibilité d'entrevoir une autre société. Cela passe par des actes, mais aussi par des réflexions, des discussions, des débats, sur nos professions ou plus largement sur la société, dont notre site se fait l'écho.